



2

**RÉSULTATS FINANCIERS POUR LE SECOND TRIMESTRE TERMINÉ
LE 30 JUIN 2013**

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Montréal, le 2 août 2013

Groupe TVA inc. (la « Société ») a enregistré un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 7,0 millions de dollars soit 0,29 \$ par action au cours de son deuxième trimestre de l'exercice 2013 comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 10,2 millions de dollars ou 0,43 \$ par action au trimestre correspondant de l'année 2012, en excluant le gain sur disposition de placements de 12,9 millions de dollars¹.

Faits saillants liés à l'exploitation du second trimestre :

- Bénéfice d'exploitation² du secteur de la télévision de 18 932 000 \$, soit une croissance de 3 013 000 \$ expliquée principalement par les éléments suivants :
 - ⇒ l'impact positif sur le bénéfice d'exploitation relié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés depuis le 1^{er} juillet 2012;
 - compensé en partie par :
 - ⇒ la baisse du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA, conséquence directe d'une baisse de 1,5 % de ses produits d'exploitation; et
 - ⇒ la baisse des résultats d'exploitation des services spécialisés découlant des investissements accrus en programmation pour l'ensemble des services.
- Bénéfice d'exploitation du secteur de l'édition de 2 008 000 \$, soit une baisse de 595 000 \$, principalement attribuable à une variation défavorable de la charge relative à la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération et de valorisation des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec (« EEQ ») alors qu'au second trimestre de 2012, une réévaluation à la baisse du passif comptabilisé au premier trimestre de 2012 avait été enregistrée relativement à cette charge.

Les résultats du dernier trimestre combinés à ceux du premier trimestre de 2013 nous permettent de constater les tendances lourdes du marché de la télévision dans le monde. Cette réalité nous a incités à mettre en place un plan de rationalisation des dépenses pour nous permettre d'atteindre nos objectifs financiers de l'exercice 2013 et continuer d'investir dans nos projets de croissance. D'ailleurs, notre stratégie de diversification des revenus vers les revenus d'abonnement continue de porter fruit avec une croissance de l'ordre de 14,5 % au courant du second trimestre de 2013 comparativement au trimestre correspondant de 2012.

Les revenus en kiosque et les revenus publicitaires de nos magazines ont tous les deux connu une baisse comparativement au trimestre correspondant de 2012. Cependant, nos mesures de réduction de dépenses entreprises depuis le début de l'année ont compensé ces baisses, ce qui nous permet de fonctionner avec une structure de coûts en fonction du niveau de revenus actuel. Nous sommes extrêmement heureux de notre acquisition des Publications Charron et de son magazine hebdomadaire *La Semaine*, ce qui nous permettra de faire croître cette marque sur toutes les plateformes existantes de Québecor Média et d'offrir celle-ci à nos annonceurs comme complément à notre offre existante de magazines au Québec.

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ont été de 10,7 millions de dollars au second trimestre 2013 comparativement à 2,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2012. Cette hausse de 8,7 millions de dollars s'explique essentiellement par l'écart favorable de la variation nette des éléments hors liquidités, dont la variation favorable au niveau des débiteurs et des émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks, compensée en partie par l'écart défavorable au niveau des droits à payer.

¹ Le bénéfice net attribuable aux actionnaires pour le trimestre se terminant le 30 juin 2012 a été de 23,1 millions de dollars ou 0,97 \$ par action.

² Voir la définition du bénéfice (perte) d'exploitation ci-après.

Définition

Bénéfice ou perte d'exploitation

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, la dépréciation de l'écart d'acquisition, le gain sur disposition de placements, la dépense d'impôts, la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice (la perte) d'exploitation, tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation est un instrument utile d'évaluation du rendement.

La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Groupe TVA

Groupe TVA inc., filiale de Québecor Média inc., est une entreprise de communication intégrée active dans la création, la production, la diffusion et la distribution de produits audiovisuels ainsi que dans l'édition de magazines. Groupe TVA inc. est la plus importante entreprise de diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques et d'édition de magazines de langue française en Amérique du Nord et une des plus grandes entreprises privées de production. Ses actions classe B sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.



Pierre Dion
Président et chef de la direction

GROUPE TVA INC.

États consolidés des résultats et du résultat global

(non audités)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Note	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
		2013	2012 (redressés, note 2)	2013	2012 (redressés, note 2)
Revenus	3	111 507	\$ 113 509	\$ 222 577	\$ 228 972
Achats de biens et services	4	56 822	57 570	131 915	139 317
Coûts liés au personnel		33 745	37 417	68 827	78 139
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels		5 374	5 242	10 462	10 459
Charges financières	5	1 597	1 896	3 201	3 882
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	6	2 047	-	2 999	117
Dépréciation de l'écart d'acquisition	7	-	-	-	32 200
Gain sur disposition de placements	8	-	(12 881)	-	(12 881)
Bénéfice (perte) avant dépense d'impôts et part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises		11 922	24 265	5 173	(22 261)
Dépense d'impôts		3 526	4 356	1 102	1 036
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises		1 415	(942)	2 978	(2 042)
Bénéfice net (perte nette) et résultat global		6 981	\$ 20 851	\$ 1 093	\$ (21 255)
Bénéfice net (perte nette) et résultat global attribuable aux (à la) :					
Actionnaires		6 981	\$ 23 088	\$ 1 093	\$ (16 841)
Participation ne donnant pas le contrôle		-	(2 237)	-	(4 414)
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires	9 c)	0,29	\$ 0,97	\$ 0,05	\$ (0,71)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

GROUPE TVA INC.

États consolidés des capitaux propres

(non audités)
(en milliers de dollars)

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires				Cumul des autres éléments du résultat global – Régimes à prestations définies	Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital-actions (note 9)	Surplus d'apport	Bénéfices non repartis				
Solde au 31 décembre 2011, tel que présenté précédemment	98 647	\$ -	\$ 176 993	\$ -	\$ 5 389	\$ 281 029	\$
Modifications aux conventions comptables (note 2)	-	-	17 408	(18 323)	-	(915)	
Solde au 31 décembre 2011, redressé	98 647	-	194 401	(18 323)	5 389	280 114	
Perte nette	-	-	(16 841)	-	(4 414)	(21 255)	
Contributions liées à la participation ne donnant pas le contrôle (note 11)	-	-	-	-	3 528	3 528	
Disposition d'une participation dans SUN News (note 11)	-	581	-	-	(4 503)	(3 922)	
Solde au 30 juin 2012	98 647	581	177 560	(18 323)	-	258 465	
Bénéfice net	-	-	10 377	-	-	10 377	
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(2 297)	-	(2 297)	
Solde au 31 décembre 2012	98 647	581	187 937	(20 620)	-	266 545	
Bénéfice net	-	-	1 093	-	-	1 093	
Solde au 30 juin 2013	98 647	\$ 581	\$ 189 030	\$ (20 620)	\$ -	\$ 267 638	\$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

GROUPE TVA INC.

Bilans consolidés

(non audités)
(en milliers de dollars)

		30 juin 2013		31 décembre 2012	
	Note			(redressés, note 2)	
Actif					
Actif à court terme					
Espèces		7 665	\$	10 619	\$
Débiteurs		107 857		115 925	
Impôts exigibles		3 924		3 152	
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	6	61 416		67 579	
Charges payées d'avance		3 876		2 426	
		184 738		199 701	
Actif à long terme					
Droits de diffusion et de distribution	6	37 253		33 563	
Placements		15 344		17 651	
Immobilisations		100 623		98 494	
Licences et autres actifs incorporels		110 416		112 056	
Écart d'acquisition	7	39 781		39 781	
Impôts différés		1 220		725	
		304 637		302 270	
Total de l'actif		489 375	\$	501 971	\$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

GROUPE TVA INC.

Bilans consolidés (suite)

(non audités)
(en milliers de dollars)

		30 juin 2013		31 décembre 2012
	Note			(redressés, note 2)
Passif et capitaux propres				
Passif à court terme				
Créditeurs et charges à payer		77 097	\$	89 092 \$
Impôts exigibles		391		816
Droits de diffusion et de distribution à payer		16 991		16 966
Provisions		1 023		862
Revenus reportés		4 120		6 136
		99 622		113 872
Passif à long terme				
Dette à long terme		74 539		74 438
Autres éléments de passif		37 405		38 499
Impôts différés		10 171		8 617
		122 115		121 554
Capitaux propres				
Capital-actions	9	98 647		98 647
Surplus d'apport	11	581		581
Bénéfices non répartis		189 030		187 937
Cumul des autres éléments du résultat global		(20 620)		(20 620)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		267 638		266 545
Événement postérieur à la date de clôture	13			
Total du passif et des capitaux propres		489 375	\$	501 971 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

Le 2 août 2013, le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés résumés pour les périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012.

GROUPE TVA INC.

États consolidés des flux de trésorerie

(non audités)
(en milliers de dollars)

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin		
	2013	2012 (redressés, note 2)	2013	2012 (redressés, note 2)	
	Note				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice (perte) net(te)		6 981	\$ 20 851	\$ 1 093	\$ (21 255)
Éléments sans incidence sur les liquidités :					
Amortissement		5 424	5 349	10 563	10 667
Dépréciation d'actifs	6	612	-	999	-
Dépréciation de l'écart d'acquisition	7	-	-	-	32 200
Gain sur disposition de placements	8	-	(12 881)	-	(12 881)
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises		1 415	(942)	2 978	(2 042)
Impôts différés		(115)	355	909	373
		14 317	12 732	16 542	7 062
Variation nette des éléments hors liquidités		(3 587)	(10 776)	(8 355)	(2 811)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation		10 730	1 956	8 187	4 251
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisitions d'immobilisations		(4 236)	(6 828)	(9 548)	(12 102)
Acquisitions d'actifs incorporels		(338)	(737)	(922)	(1 303)
Variation nette des placements	8, 11	(1 470)	20 963	(671)	20 963
Espèces de SUN News à la date de déconsolidation	11	-	(430)	-	(430)
Flux de trésorerie (utilisés pour) générés par les activités d'investissement		(6 044)	12 968	(11 141)	7 128
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation nette du découvert bancaire		-	4 661	-	963
Variation nette de l'emprunt à terme rotatif		(254)	(22 285)	-	(17 282)
Frais de financement		-	-	-	(344)
Participation ne donnant pas le contrôle	11	-	1 764	-	3 528
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement		(254)	(15 860)	-	(13 135)
Variation nette des espèces		4 432	(936)	(2 954)	(1 756)
Espèces au début de la période		3 233	936	10 619	1 756
Espèces à la fin de la période		7 665	\$ -	\$ 7 665	\$ -
Intérêts et impôts classés au titre des activités d'exploitation					
Intérêts versés		2 115	\$ 2 361	\$ 2 196	\$ 2 747
Impôts sur le bénéfice (encaissés) versés		(579)	1 185	1 389	3 472

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Groupe TVA est une société de communication intégrée qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition (note 12). La Société est une filiale de Québecor Média inc. (« Québecor Média » ou la « société mère ») et la société mère ultime est Québecor inc. (« Québecor »). Le siège social de la Société est situé au 1600 boul. de Maisonneuve Est, Montréal (Québec), Canada.

Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dus, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires et aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité. De plus, la Société investit dans le lancement de nouveaux canaux spécialisés dans le secteur de la télévision. Les revenus d'abonnement associés aux périodes suivant le lancement d'un nouveau service spécialisé sont toujours plus modestes alors que les frais d'opération initiaux peuvent s'avérer plus substantiels. Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne doivent pas être considérés nécessairement représentatifs des résultats d'un exercice financier complet.

1. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), sauf qu'ils ne comprennent pas l'ensemble de la divulgation requise par les IFRS pour des états financiers consolidés annuels. En particulier, ces états financiers consolidés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire* et, par conséquent, sont des états financiers consolidés résumés. Ils sont présentés en dollars canadiens, monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société et ses filiales exercent leurs activités (la « monnaie fonctionnelle »). Ces états financiers consolidés résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels 2012 de la Société qui comprennent les conventions comptables utilisées pour la préparation de ces états financiers.

Certains chiffres correspondants fournis pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2012 ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2013.

2. Modifications aux conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté rétrospectivement les normes suivantes. À moins d'avis contraire, l'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu un impact significatif sur les chiffres correspondants pour les périodes comparatives.

- i) L'IFRS 10 *États financiers consolidés* a remplacé le SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* et une partie de l'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme fournit des directives supplémentaires sur le concept de contrôle en tant que facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés de la société mère.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

2. Modifications aux conventions comptables (suite)

- ii) L'IFRS 11 *Partenariats* a remplacé l'IAS 31 *Participations dans des coentreprises*. Cette norme fournit des directives qui mettent l'accent sur les droits et obligations du contrat, et non sur sa forme juridique. Elle supprime également le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations de l'entité dans des coentreprises. La nouvelle norme exige que ces participations soient comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'adoption de cette norme a eu les impacts suivants sur les chiffres correspondants des périodes comparatives :

États consolidés des résultats et du résultat global

Augmentation (diminution)	Période de trois mois terminée le 30 juin 2012	Période de six mois terminée le 30 juin 2012
Revenus	(1 870) \$	(4 219) \$
Achats de biens et services	(1 073)	(2 512)
Charges financières	3	7
Perte avant dépenses d'impôts et part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises	800	1 714
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises	(800)	(1 714)
Résultat net et résultat global	- \$	- \$

- iii) L'IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* est une nouvelle norme intégrée relatives aux informations à fournir pour toutes les formes de participations dans des entités, y compris les entités découlant d'accords conjoints, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan.
- iv) L'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* est une nouvelle norme intégrée qui établit un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et qui stipule les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

2. Modifications aux conventions comptables (suite)

- v) L'IAS 1 *Présentation des états financiers* a été modifiée et le principal changement résultant des modifications apportées à cette norme est l'exigence de présenter distinctement les autres éléments du résultat global pouvant être reclassés aux résultats et les autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés aux résultats.
- vi) L'IAS 19 *Avantages du personnel (modifiée)* implique, entre autres, la comptabilisation immédiate de la composante de réévaluation dans les autres éléments du résultat global, ce qui élimine l'option précédemment disponible dans l'IAS 19 de comptabiliser ou de reporter les variations de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur de l'actif des régimes directement dans l'état consolidé des résultats. L'IAS 19 présente également l'approche de coût des intérêts nets qui remplace le rendement attendu sur les actifs du régime et les frais d'intérêts liés à l'obligation au titre des prestations définies par une composante unique de coût des intérêts nets calculé en multipliant l'actif ou le passif net constaté au titre des prestations définies par le taux d'actualisation ayant été utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. De plus, tous les coûts au titre des services passés doivent être reconnus à l'état des résultats dès que le régime est amendé et ne peuvent plus être répartis sur des périodes de service futures. L'IAS 19 permet aussi de choisir de comptabiliser immédiatement les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans les bénéfices non répartis ou dans une catégorie distincte dans les capitaux propres. La Société a choisi de comptabiliser les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans le cumul des autres éléments du résultat global.

L'adoption de cette norme modifiée a eu les impacts suivants sur les chiffres correspondants :

États consolidés des résultats et du résultat global

Augmentation (diminution)	Période de trois mois terminée le 30 juin 2012	Période de six mois terminée le 30 juin 2012
Coûts liés au personnel	342 \$	684 \$
Charges financières	462	925
Dépense d'impôts différés	(216)	(433)
Résultat net et résultat global	(588) \$	(1 176) \$

Bilans consolidés

Augmentation (diminution)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Autres éléments de passif	- \$	1 251 \$
Passif d'impôts différés	-	(336)
Bénéfices non répartis	20 620	17 408
Cumul des autres éléments du résultat global	(20 620)	(18 323)

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

3. Revenus

La répartition des revenus entre les services rendus et les ventes de produits est la suivante :

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2013	2012 (redressés, note 2)	2013	2012 (redressés, note 2)
Services rendus	86 867 \$	87 665 \$	172 844 \$	176 887 \$
Ventes de produits	24 640	25 844	49 733	52 085
	111 507 \$	113 509 \$	222 577 \$	228 972 \$

4. Achats de biens et services

Les principales composantes des achats de biens et services se détaillent comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2013	2012 (redressés, note 2)	2013	2012 (redressés, note 2)
Redevances, droits et coûts de production	32 722 \$	32 555 \$	81 710 \$	82 716 \$
Tirage et distribution	4 720	4 523	9 318	12 442
Marketing, publicité et promotion	3 308	4 059	8 375	9 372
Coûts liés aux immeubles	2 209	2 445	4 392	5 085
Services rendus par la société mère	6 037	4 951	11 972	9 215
Autres	7 826	9 037	16 148	20 487
	56 822 \$	57 570 \$	131 915 \$	139 317 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

5. Charges financières

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2013	2012 (redressés, note 2)	2013	2012 (redressés, note 2)
Intérêts sur la dette à long terme	1 126 \$	1 282 \$	2 248 \$	2 698 \$
Amortissement des frais de financement	50	107	101	208
Intérêts sur le passif net au titre des prestations définies	420	462	840	925
Autres	1	45	12	51
	1 597 \$	1 896 \$	3 201 \$	3 882 \$

6. Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres

Au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2013, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 1 646 000 \$ suite à l'abolition de postes, dont 897 000 \$ dans le secteur de la télévision et 749 000 \$ dans le secteur de l'édition. Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2012, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 117 000 \$ suite à l'abolition de postes dans le secteur de l'édition.

Au cours du premier trimestre de 2013, la Société a décidé de ne plus distribuer de nouveaux films québécois en salles de cinéma alors qu'au cours du second trimestre de 2013, la Société a annoncé la cessation de ses activités de télé-achat et de boutiques en ligne de sa division TVA Boutiques d'ici le 31 août prochain. Suite à ces repositionnements, la Société a enregistré une charge de dépréciation de 612 000 \$ liée aux stocks ainsi qu'une provision pour frais de rationalisation des activités d'exploitation de 303 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2013 et une charge de dépréciation de 999 000 \$ ainsi qu'une provision pour frais de rationalisation des activités d'exploitation de 303 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2013.

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2013, la Société a également renversé une provision pour frais de rationalisation de 514 000 \$ suite à un jugement rendu en faveur de la Société relativement à un litige relié aux activités de production d'une ancienne filiale. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2013, la Société a constaté une charge nette de 51 000 \$ relativement à ce litige.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

7. Dépréciation de l'écart d'acquisition

Au cours du premier trimestre de 2012, suite à l'adoption des nouveaux tarifs concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération et de valorisation des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, la Société a dû revoir son plan d'affaires pour ses activités et effectuer un test de dépréciation sur l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») de l'édition. La Société a alors conclu que la valeur recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT de l'édition était inférieure à sa valeur comptable et une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ a été comptabilisée.

8. Gain sur disposition de placements

Le 31 mai 2012, suite à l'approbation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, la Société a conclu la vente de sa participation de 51 % dans « The Cave » ainsi que de sa participation de 50 % dans « Mystery TV » à l'autre sociétaire de ces coentreprises, Shaw Media Global Inc. pour une contrepartie totale en espèces de 20 963 000 \$. Un gain sur disposition de placements de 12 881 000 \$, avant impôts, a été comptabilisé. Cette transaction n'a entraîné aucune charge d'impôts puisque la Société a utilisé des pertes en capital non enregistrées aux livres pour éliminer l'imposition du gain en capital sur disposition de placements.

9. Capital-actions

a) Capital-actions autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires classe A, participantes, avec droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions classe B, participantes, sans droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions privilégiées, non participantes, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, pouvant être émises en séries.

b) Capital-actions émis et en circulation

	30 juin 2013	31 décembre 2012
4 320 000 actions ordinaires classe A	72 \$	72 \$
19 450 906 actions classe B	98 575	98 575
	98 647 \$	98 647 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

9. Capital-actions (suite)

c) Résultat par action attribuable aux actionnaires

Le tableau suivant présente le calcul du résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires :

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2013	2012 (redressés, note 2)	2013	2012 (redressés, note 2)
Bénéfice (perte) net(te) attribuable aux actionnaires	6 981 \$	23 088 \$	1 093 \$	(16 841) \$
Nombre moyen pondéré d'actions de base et dilué en circulation	23 770 906	23 770 906	23 770 906	23 770 906
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires (en dollars)	0,29 \$	0,97 \$	0,05 \$	(0,71) \$

Le calcul du résultat par action dilué ne tient pas compte de l'effet potentiel dilutif des options d'achat d'actions de la Société puisque leur effet est non dilutif.

10. Rémunération et autres paiements à base d'actions

	Période de six mois terminée le 30 juin 2013			
	Options d'achat d'actions classe B de la Société		Options d'achat d'actions de Québecor Média	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 31 décembre 2012	819 421	16,34 \$	213 416	46,55 \$
Exercées	–	–	(41 884)	46,70
Annulées	(128 345)	15,29	(32 500)	47,68
Options liées à des cadres transférés au sein de Québecor Média	–	–	(14 625)	46,48
Solde au 30 juin 2013	691 076	16,54 \$	124 407	46,21 \$

Du nombre d'options en circulation au 30 juin 2013, 691 076 options d'achat d'actions classe B de la Société au prix d'exercice moyen de 16,54 \$ et 46 407 options d'achat d'actions de Québecor Média au prix d'exercice moyen de 45,76 \$ pouvaient être exercées.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012 (non auditées)

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

10. Rémunération et autres paiements à base d'actions (suite)

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2013, 21 927 options d'achat d'actions de Québecor Média ont été exercées pour une contrepartie en espèces de 243 000 \$ (aucune option d'achat d'actions n'avait été exercée pour la période correspondante de 2012). Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2013, 41 884 options d'achat d'actions de Québecor Média ont été exercées pour une contrepartie en espèces de 471 000 \$ (aucune option d'achat d'actions n'avait été exercée pour la période correspondante de 2012).

Au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2013, la Société a constaté un renversement de la charge de rémunération de 83 000 \$ et de 31 000 \$ respectivement (un renversement de la charge de rémunération de 250 000 \$ et de 245 000 \$ respectivement pour les périodes correspondantes de 2012) relativement aux options d'achat d'actions classe B de la Société ainsi qu'un renversement de la charge de rémunération de 41 000 \$ et de 70 000 \$ respectivement (un renversement de la charge de rémunération de 50 000 \$ et une charge de rémunération de 546 000 \$ respectivement pour les périodes correspondantes de 2012) relativement aux options d'achat d'actions de Québecor Média.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

11. Opérations entre apparentés

Contributions en capital dans SUN News

Au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2013, une mise de fonds de 3 000 000 \$ (3 600 000 \$ et 7 200 000 \$ respectivement pour les périodes comparatives de 2012) a été effectuée par les sociétaires dans SUN News, dont 1 470 000 \$ par la Société (1 836 000 \$ et 3 672 000 \$ respectivement pour les périodes comparatives de 2012) et 1 530 000 \$ par Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun (1 764 000 \$ et 3 528 000 \$ respectivement pour les périodes comparatives de 2012).

Disposition d'une participation dans SUN News

Le 30 juin 2012, la Société a vendu une participation de 2 % dans SUN News à Corporation Sun Media pour un montant de 765 000 \$. La Société détient maintenant une participation de 49 % dans SUN News alors que Corporation Sun Media détient 51 %. La différence entre le montant versé et la valeur comptable de cette participation a entraîné un gain de 581 000 \$ qui a été comptabilisé dans le surplus d'apport. Suite à la perte de contrôle dans cette société, les résultats de SUN News ne sont plus consolidés depuis le 1^{er} juillet 2012 et le placement dans cette société est dorénavant comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau suivant fournit le détail de l'actif net de SUN News qui a été reclassé comme placement selon la méthode de la mise en équivalence à la date de déconsolidation :

Actif à court terme	
Espèces	430 \$
Débiteurs et autres actifs à court terme	2 792
	<hr/>
	3 222
Actif à long terme	
Immobilisations	8 873
Actifs incorporels	650
	<hr/>
	12 745
Passif à court terme	
Créditeurs et charges à payer	3555
	<hr/>
Actif net	9 190
	<hr/>
Participation de Corporation Sun Media	(4 687)
Placement selon la méthode de la mise en équivalence	<hr/>
	4 503 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

12. Information sectorielle

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- Le secteur de la télévision inclut les activités du Réseau TVA (incluant les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Accès, TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, des activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques ainsi que des activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- Le secteur de l'édition inclut les activités de TVA Publications inc., une entreprise de contenu qui se spécialise dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines et les activités de sa division TVA Studio qui se spécialise dans les activités d'éditions sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia.

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2013	2012 (redressés, note 2)	2013	2012 (redressés, note 2)
Revenus				
Télévision	96 470 \$	97 262 \$	193 534 \$	197 733 \$
Édition	15 806	17 213	30 775	33 119
Éléments intersectoriels	(769)	(966)	(1 732)	(1 880)
	111 507 \$	113 509 \$	222 577 \$	228 972 \$
Bénéfice d'exploitation⁽¹⁾				
Télévision	18 932	15 919	19 595	10 960
Édition	2 008	2 603	2 240	556
	20 940	18 522	21 835	11 516
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	5 374	5 242	10 462	10 459
Charges financières	1 597	1 896	3 201	3 882
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	2 047	–	2 999	117
Dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	32 200
Gain sur disposition de placements	–	(12 881)	–	(12 881)
Bénéfice (perte) avant dépense d'impôts et part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises	11 922 \$	24 265 \$	5 173 \$	(22 261) \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

12. Information sectorielle (suite)

Les éléments intersectoriels mentionnés précédemment représentent les éliminations de transactions dans le cours normal des activités effectuées entre les secteurs d'activité de la Société en ce qui a trait aux revenus.

- (1) Le chef de la direction utilise le bénéfice d'exploitation comme mesure de rendement financier pour évaluer la performance de chaque secteur d'activités de la Société. Le bénéfice d'exploitation est défini comme le bénéfice (la perte) net(te) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, la dépréciation de l'écart d'acquisition, le gain sur disposition de placements, la dépense d'impôts, la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice d'exploitation, tel que défini ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS.

13. Événement postérieur à la date de clôture

Le 18 juillet 2013, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Les Publications Charron & Cie inc., éditeur du magazine *La Semaine*, et de Charron Éditeur inc., une maison d'édition de livres, pour une contrepartie totale en espèces de 7 500 000 \$. L'acquisition de Les Publications Charron & Cie inc. s'inscrit dans la stratégie de Groupe TVA de demeurer en tête du marché de l'édition de magazines au Québec alors que les activités de Charron Éditeur inc. seront cédées pour une somme de 300 000 \$ à Groupe Sogides, une société sous contrôle commun.

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI »), est une entreprise de communication qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition. En télévision, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films, en production commerciale et dans le télé-achat. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter huit services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion et dans le service spécialisé de langue anglaise SUN News Network (« SUN News »). En édition, Groupe TVA publie plus de 75 magazines, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines de langue française du Québec. Elle offre aussi des services d'édition sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia, favorisant le rayonnement des marques de commerce de ses clients par le média imprimé. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du second trimestre 2013 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés résumés de la Société pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 juin 2013 et 2012 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière « IFRS ».

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Il devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion annuel de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2012, de même qu'avec les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2013.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les activités de chacun des secteurs de la Société sont les suivantes :

- Le secteur de la télévision inclut les activités du Réseau TVA (y compris les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Accès, TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, des activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques ainsi que des activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- Le secteur de l'édition inclut les activités de TVA Publications inc. (« TVA Publications »), une entreprise de contenu qui se spécialise dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines et les activités de sa division TVA Studio qui se spécialise dans les activités d'édition sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2013

- Le 18 juillet 2013, la Société a fait l'acquisition de Les Publications Charron & Cie inc., éditeur du magazine *La Semaine*, et de Charron Éditeur inc. pour une somme de 7 500 000 \$. Les activités de Les Publications Charron & Cie inc. seront intégrées à celles du secteur de l'édition de la Société alors que celles de Charron Éditeur inc. seront transférées à Groupe Sogides, une société sous contrôle commun, pour une somme de 300 000 \$.
- Le 13 juin 2013, Groupe TVA annonce qu'elle cessera ses activités de télé-achat et de boutiques en ligne de sa division TVA Boutiques d'ici le 31 août prochain.
- Le 5 juin 2013, Groupe TVA annonce la mise en œuvre d'un plan de rationalisation des dépenses incluant l'abolition d'environ 90 postes.
- Le 2 mai 2013, la chaîne TVA Sports conclut une entente avec CBC/Radio-Canada et devient une chaîne spécialisée officielle des Jeux Olympiques d'hiver de Sotchi 2014.
- Le 23 avril 2013, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») a tenu des audiences sur les demandes de distribution obligatoire sur le service de base au Canada par les services spécialisés, dont celle du service SUN News Network.

MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Elle utilise ces mesures financières hors IFRS car elle estime qu'elles donnent une bonne représentation de son rendement. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice ou perte d'exploitation

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, la dépréciation de l'écart d'acquisition, le gain sur disposition de placements, la dépense d'impôts, la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice (la perte) d'exploitation, tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation est un instrument utile d'évaluation du rendement. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation du bénéfice d'exploitation avec le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux actionnaires divulgué(e) aux états financiers consolidés résumés de la Société.

Tableau 1

Conciliation du bénéfice d'exploitation présenté dans ce rapport avec le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux actionnaires divulgué(e) aux états financiers consolidés résumés
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2013	2012 (redressés)	2013	2012 (redressés)
Bénéfice d'exploitation :				
Télévision	18 932 \$	15 919 \$	19 595 \$	10 960 \$
Édition	2 008	2 603	2 240	556
	20 940	18 522	21 835	11 516
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	5 374	5 242	10 462	10 459
Charges financières	1 597	1 896	3 201	3 882
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	2 047	—	2 999	117
Dépréciation de l'écart d'acquisition	—	—	—	32 200
Gain sur disposition de placements	—	(12 881)	—	(12 881)
Dépense d'impôts	3 526	4 356	1 102	1 036
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises	1 415	(942)	2 978	(2 042)
Participation ne donnant le contrôle	—	(2 237)	—	(4 414)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	6 981 \$	23 088 \$	1 093 \$	(16 841) \$

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS**Comparaison des deuxièmes trimestres 2013 et 2012**

Produits d'exploitation de 111 507 000 \$, en baisse de 2 002 000 \$ (-1,8 %).

- Baisse de 792 000 \$ (-0,8 %) dans le secteur de la télévision (tableau 2) due principalement à l'impact défavorable lié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés depuis le 1^{er} juillet 2012 et à la baisse de 1,5 % des revenus provenant du Réseau TVA, compensés en partie par la hausse de 9,8 % des revenus des services spécialisés.
- Baisse de 1 407 000 \$ (-8,2 %) dans le secteur de l'édition (tableau 2) principalement attribuable à la baisse de 13,0 % des revenus publicitaires et à la baisse de 10,3 % des revenus en kiosque.

Tableau 2
Produits d'exploitation
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2013	2012 (redressés)	2013	2012 (redressés)
Télévision	96 470 \$	97 262 \$	193 534 \$	197 733 \$
Édition	15 806	17 213	30 775	33 119
Éléments intersectoriels	(769)	(966)	(1 732)	(1 880)
	111 507 \$	113 509 \$	222 577 \$	228 972 \$

Bénéfice d'exploitation de 20 940 000 \$, un écart favorable de 2 418 000 \$ comparativement au trimestre correspondant de 2012.

- Écart favorable de 3 013 000 \$ dans le secteur de la télévision (tableau 3), principalement attribuable au fait que les résultats déficitaires de SUN News ne sont plus consolidés avec les résultats de la Société depuis le 1^{er} juillet 2012 (« la vente d'une participation dans SUN News ») compensé en partie par la baisse du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA reliée à la baisse de ses revenus.
- Écart défavorable de 595 000 \$ dans le secteur de l'édition (tableau 3), principalement attribuable au fait que les réductions des charges d'exploitation ont été inférieures à la baisse des revenus de ce secteur.

Tableau 3
Bénéfice d'exploitation
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2013	2012 (redressés)	2013	2012 (redressés)
Télévision	18 932 \$	15 919 \$	19 595 \$	10 960 \$
Édition	2 008	2 603	2 240	556
	20 940 \$	18 522 \$	21 835 \$	11 516 \$

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 6 981 000 \$ (0,29 \$ par action de base et dilué) au second trimestre 2013, comparativement à un bénéfice net de 23 088 000 \$ (0,97 \$ par action de base et dilué) à la même période de 2012.

- Cet écart défavorable de 16 107 000 \$ (-0,68 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - l'écart défavorable de 12 881 000 \$ au niveau du gain sur disposition de placements du secteur de la télévision survenu au deuxième trimestre 2012;
 - l'écart défavorable de 2 047 000 \$ des frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres;
 - l'écart défavorable de 2 357 000 \$ dans la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises; et
 - la baisse de 2 237 000 \$ de la participation ne donnant pas le contrôle;partiellement compensés par :
 - la hausse de 2 418 000 \$ du bénéfice d'exploitation incluant l'ajustement d'une provision pour droits de licence du CRTC.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour les trimestres terminés les 30 juin 2013 et 2012.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 5 374 000 \$, soit une hausse de 132 000 \$.

- Cette hausse est principalement attribuable à la mise en service d'importants projets informatiques, techniques et architecturaux durant le trimestre partiellement contrebalancée par le fait que la charge d'amortissement relative à SUN News n'est plus consolidée depuis le 1^{er} juillet 2012.

Charges financières de 1 597 000 \$, soit une baisse de 299 000 \$.

- Cette baisse s'explique principalement par un niveau d'endettement moyen moins élevé, dû principalement à l'encaissement du produit de disposition lié à la vente des participations dans « Mystery TV » et « The Cave » à la fin du second trimestre de 2012.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres de 2 047 000 \$ au second trimestre 2013 comparativement à une charge nulle au même trimestre de 2012.

- Au cours du second trimestre de 2013, la Société a déployé un plan de rationalisation de ses charges d'exploitation de l'ordre de 16 millions de dollars pour l'exercice en cours. En conséquence, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 1 646 000 \$ suite à l'abolition d'environ 90 postes dans le secteur de la télévision et de l'édition.
- Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2013, la Société a annoncé la cessation des activités de sa division TVA Boutiques d'ici le 31 août 2013. Suite à ce repositionnement, une charge de dépréciation de 612 000 \$ liée aux stocks ainsi qu'une provision pour frais de rationalisation des activités d'exploitation de 303 000 \$ ont été enregistrées.
- Au cours de cette même période, la Société a également renversé une provision pour frais de rationalisation de 514 000 \$ suite à un jugement rendu en faveur de la Société relativement à un litige relié aux activités de production d'une ancienne filiale.

Gain sur disposition de placements nul, soit une baisse de 12 881 000 \$.

- Cette baisse s'explique par le gain avant impôts, enregistré au second trimestre de 2012, relié à la vente de la participation de 51 % dans le service spécialisé « The Cave » et de la participation de 50 % dans le service spécialisé « Mystery TV » à Shaw Media Global Inc.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 3 526 000 \$ (taux d'imposition effectif de 29,6 %) au second trimestre 2013 comparativement à 4 356 000 \$ (taux d'imposition effectif de 18,0 %) à la même période de 2012.

- Au second trimestre 2013, la hausse du taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles.
- Au second trimestre 2012, la baisse du taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 26,9 % s'explique essentiellement par l'effet de l'utilisation de pertes en capital non enregistrées aux livres de la Société pour éliminer l'imposition du gain en capital sur disposition de placements.

Part de la perte dans les entreprises associées et les coentreprises de 1 415 000 \$ au second trimestre 2013, contre une part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises de 942 000 \$ au même trimestre de 2012, soit un écart défavorable de 2 357 000 \$, expliqué principalement par l'impact de la vente d'une participation dans SUN News, le 30 juin 2012 et par la vente au 31 mai 2012 des participations de la Société dans les coentreprises.

Participation ne donnant pas le contrôle nulle au second trimestre 2013 contre 2 237 000 \$ au même trimestre de 2012, puisque celle-ci représentait la quote-part de Corporation Sun Media dans la perte avant impôts de SUN News. Depuis le 1^{er} juillet 2012, cette entité est dorénavant comptabilisée comme placement selon la méthode de la mise en équivalence. Ses résultats ne sont plus consolidés au sein de la Société.

Comparaison des six premiers mois de 2013 et 2012

Produits d'exploitation de 222 577 000 \$, en baisse de 6 395 000 \$ (-2,8 %).

- Baisse de 4 199 000 \$ (-2,1 %) dans le secteur de la télévision (tableau 2) due principalement à la baisse de 4,0 % des revenus provenant du Réseau TVA et à l'impact défavorable lié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés depuis le 1^{er} juillet 2012, compensés en partie par la hausse de 13,3 % des revenus des services spécialisés.
- Baisse de 2 344 000 \$ (-7,1 %) dans le secteur de l'édition (tableau 2) principalement attribuable à la baisse de 12,0 % des revenus en kiosque et à la baisse de 8,7 % des revenus publicitaires.

Bénéfice d'exploitation de 21 835 000 \$, un écart favorable de 10 319 000 \$ comparativement au semestre correspondant de 2012.

- Écart favorable de 8 635 000 \$ dans le secteur de la télévision (tableau 3), principalement attribuable à la vente d'une participation dans SUN News et à la croissance de 4,0 % du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA compensées en partie par les investissements en programmation reliés au repositionnement du service spécialisé « MOI&cie ».
- Écart favorable de 1 684 000 \$ dans le secteur de l'édition (tableau 3), principalement attribuable à l'impact de la comptabilisation au premier trimestre 2012 de la charge résultant de l'adoption des nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération et de valorisation des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, compensé en partie par l'impact de la baisse des revenus.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 1 093 000 \$ (0,05 \$ par action de base et dilué) au cours des six premiers mois de 2013, comparativement à une perte nette de 16 841 000 \$ (-0,71 \$ par action de base et dilué) à la même période de 2012.

- Cet écart favorable de 17 934 000 \$ (0,76 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - la dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ du secteur de l'édition survenue au premier trimestre 2012;
 - la hausse de 10 319 000 \$ du bénéfice d'exploitation;
 partiellement compensées par :
 - l'écart défavorable de 12 881 000 \$ au niveau du gain sur disposition de placements du secteur de la télévision enregistré au deuxième trimestre 2012;
 - l'écart défavorable de 5 020 000 \$ dans la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises;
 - la baisse de 4 414 000 \$ de la participation ne donnant pas le contrôle; et
 - l'écart défavorable de 2 882 000 \$ des frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour les six premiers mois de 2013 et 2012.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels relativement stable à 10 462 000 \$, soit une légère augmentation de 3 000 \$ par rapport au semestre correspondant de 2012.

Charges financières de 3 201 000 \$, soit une baisse de 681 000 \$ qui s'explique essentiellement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2013 et 2012.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres de 2 999 000 \$ au premier semestre 2013 comparativement à une charge de 117 000 \$ au même semestre de 2012.

- Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2013, en plus des éléments mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2013 et 2012, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 565 000 \$ pour des frais légaux relativement au procès lié à un litige d'une ancienne filiale ainsi qu'une charge de dépréciation de 387 000 \$ liée à l'inventaire de droits de distribution à long terme à la suite de sa décision de ne plus distribuer de nouveaux films québécois en salles de cinéma.
- Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2012, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 117 000 \$ suite à l'abolition de postes dans le secteur de l'édition.

Charge de dépréciation de l'écart d'acquisition nulle au premier semestre 2013 contre une charge de 32 200 000 \$ au même semestre de 2012.

- Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2012, suite à l'adoption des nouveaux tarifs concernant la contribution des entreprises aux coûts liés aux services de récupération et de valorisation des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, la Société a dû revoir son plan d'affaires pour ses activités et effectuer un test de dépréciation sur l'unité génératrice de trésorerie («UGT») de l'édition. La Société a alors conclu que la valeur recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT de l'édition était inférieure à sa valeur comptable et une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ a été comptabilisée, sans incidence fiscale.

Gain sur disposition de placements nul, soit une baisse de 12 881 000 \$ avant impôts, enregistré au deuxième trimestre de 2012 et qui s'explique essentiellement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2013 et 2012.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 1 102 000 \$ (taux d'imposition effectif de 21,3 %) au cours des six premiers mois de 2013 comparativement à 1 036 000 \$ (taux d'imposition effectif de -4,7 %) pour la même période de 2012.

- Au premier semestre 2013, la baisse du taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de SUN News pour cette période, compensée en partie par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles.
- Au premier semestre 2012, la baisse du taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 26,9 % s'expliquait essentiellement par l'effet net de la dépréciation non déductible de l'écart d'acquisition et de l'utilisation de pertes en capital non enregistrées aux livres de la Société pour éliminer l'imposition du gain en capital sur la disposition de placements.

Part de la perte dans les entreprises associées et les coentreprises de 2 978 000 \$ pour les six premiers mois de 2013, contre une part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises de 2 042 000 \$ pour la période correspondante de 2012, soit un écart défavorable de 5 020 000 \$, expliqué principalement par l'impact de la vente d'une participation dans SUN News, le 30 juin 2012 et par la vente au 31 mai 2012 des participations de la Société dans les coentreprises.

Participation ne donnant pas le contrôle nulle au cours des six premiers mois de 2013 contre 4 414 000 \$ pour la période correspondante de 2012 puisque celle-ci représentait la quote-part de Corporation Sun Media dans la perte avant impôts de SUN News. Depuis le 1^{er} juillet 2012, cette entité est dorénavant comptabilisée comme placement selon la méthode de la mise en équivalence. Ses résultats ne sont plus consolidés au sein de la Société.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Télévision

Comparaison des deuxièmes trimestres 2013 et 2012

Produits d'exploitation de 96 470 000 \$, soit une diminution de 792 000 \$ (-0,8 %), principalement attribuable à :

- l'écart défavorable lié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés;
- la baisse de 1,2 % des revenus publicitaires du Réseau TVA;

compensés en partie par :

- la hausse des revenus d'abonnement de la majorité de nos chaînes spécialisées pour une croissance combinée de 14,5 %, dont des hausses respectives de 34,9 %, 20,0 %, 18,8 % et 16,8 % des chaînes « MOI&cie », « Yoopa », « LCN » et « TVA Sports ».

Statistiques d'écoute du marché francophone

Pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 2013, les parts de marché totales de Groupe TVA sont demeurées relativement stables par rapport à la même période de 2012 avec 31,1 parts. Les parts de marché combinées des services spécialisés francophones de Groupe TVA ont été de 8,2 parts au cours de cette période de 2013 comparativement à 9,8 parts pour la même période de 2012. Cette baisse s'explique essentiellement par la forte part de marché qu'avait obtenu la chaîne « LCN » au printemps 2012 avec la couverture en direct des événements reliés au « boycott » des étudiants au Québec. Les services spécialisés « Casa », « Prise 2 » et « Yoopa » ont connu les croissances les plus importantes pour atteindre respectivement 0,8 part, 1,3 part et 0,8 part. Le Réseau TVA demeure en tête avec ses 22,9 parts de marchés soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes. Le Réseau TVA a diffusé 22 des 30 émissions les plus regardées au Québec durant le second trimestre 2013, dont *La Voix* qui a dépassé les 2,6 millions de téléspectateurs.

Tableau 4
Statistiques d'écoute du marché francophone
(Parts de marché en %)

Printemps 2013 vs Printemps 2012			
	2013	2012	Écart
Chaînes généralistes francophones :			
TVA	22,9	21,9	+ 1,0
SRC	11,8	10,8	+ 1,0
V	8,2	8,0	+ 0,2
	42,9	40,7	+ 2,2
Chaînes spécialisées et payantes francophones			
TVA	8,2	9,8	- 1,6
SRC	5,2	5,8	- 0,6
Bell Média*	20,7	20,2	+ 0,5
Autres	15,3	15,9	- 0,6
	49,4	51,7	- 2,3
Total anglophones et autres	7,7	7,6	+ 0,1
Groupe TVA	31,1	31,7	- 0,6

*Selon les propriétés lui appartenant suite à la transaction Bell-Astral complétée en date du 5 juillet 2013.

Charges d'exploitation de 77 538 000 \$, soit une baisse de 3 805 000 \$ (-4,7 %).

- Cette baisse est expliquée principalement par :
 - l'écart favorable lié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés;
 - la baisse des charges d'exploitation de la chaîne « Télé-Achat » suite à sa fermeture au mois d'août 2012; et
 - l'ajustement d'une provision pour droits de licence du CRTC;
compensés en partie par :
 - la hausse de 12,9 % des charges d'exploitation des services spécialisés découlant d'investissements accrus en programmation dans la majorité de nos services spécialisés;
 - l'augmentation des coûts de programmation qui a été supérieure aux impacts favorables générés par la mise en place d'un plan de rationalisation des dépenses.

Bénéfice d'exploitation de 18 932 000 \$, soit une variation favorable de 3 013 000 \$, expliquée principalement par :

- l'impact positif sur le bénéfice d'exploitation de la vente d'une participation dans SUN News en juin 2012;

compensé en partie par :

- la baisse du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA; et
- la baisse des résultats d'exploitation des services spécialisés.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur de la télévision (exprimés en pourcentage des revenus) à la baisse, passant de 83,6 % pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2012 à 80,4 % pour la même période de 2013. Cette baisse est principalement attribuable au fait que les résultats déficitaires de SUN News ne sont plus consolidés depuis le 1^{er} juillet 2012.

Comparaison des six premiers mois de 2013 et 2012

Produits d'exploitation de 193 534 000 \$, soit une diminution de 4 199 000 \$ (-2,1 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 4,5 % des revenus publicitaires du Réseau TVA;
- l'impact défavorable lié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés;

compensés en partie par :

- la hausse de 18,8 % des revenus d'abonnement des services spécialisés :
 - les chaînes « LCN » et « TVA Sports » s'accaparent respectivement 37,1 % et 23,4 % de cette hausse;
 - les chaînes « MOI&cie » et « Yooop » ont connu des croissances respectives de 44,5 % et 28,9 %;
- la hausse de 4,8 % des revenus publicitaires des services spécialisés provenant principalement d'« addik^{TV} » qui s'accapare 81,1 % de cette croissance.

Charges d'exploitation de 173 939 000 \$, soit une baisse de 12 834 000 \$ (-6,9 %).

- Cette baisse est expliquée principalement par :
 - l'impact favorable lié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés;
 - la baisse de 5,6 % des charges d'exploitation du Réseau TVA, expliquée par la mise en place d'un plan de rationalisation ainsi que par l'ajustement d'une provision pour droits de licence du CRTC;

compensés en partie par :

- la hausse des charges d'exploitation des services spécialisés découlant d'investissements accrus en programmation dans la majorité des services spécialisés.

Bénéfice d'exploitation de 19 595 000 \$, soit une variation favorable de 8 635 000 \$, expliquée principalement par :

- l'impact positif sur le bénéfice d'exploitation de la vente d'une participation dans SUN News en juin 2012;

compensé en partie par :

- la baisse des résultats d'exploitation des services spécialisés principalement du service « MOI&cie ».

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur de la télévision (exprimés en pourcentage des revenus) à la baisse, passant de 94,5 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2012 à 89,9 % pour la même période de 2013. Cette baisse est principalement attribuable au fait que les résultats déficitaires de SUN News ne sont plus consolidés depuis le 1^{er} juillet 2012, à la mise en place du plan de rationalisation du secteur de la télévision et à l'ajustement d'une provision pour droits de licence du CRTC.

Édition

Comparaison des deuxièmes trimestres 2013 et 2012

Produits d'exploitation de 15 806 000 \$, soit une baisse de 1 407 000 \$ (-8,2 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 13,0 % des revenus publicitaires; et
- la baisse de 10,3 % des revenus en kiosque.

Les magazines appartenant aux catégories « Décoration & Cuisine » et « Féminin » représentent 52,4 % de la baisse des produits d'exploitation.

Statistiques de lectorat et de parts de marché

- L'ensemble des magazines de TVA Publications détiennent 45 % des parts de marché des lecteurs québécois francophones cumulés par mois selon les données compilées par le PMB (*Print Measurement Bureau* – printemps 2013).
- Les hebdomadaires de TVA Publications rejoignent plus de 2,0 millions de lecteurs canadiens cumulés par semaine selon les données compilées par le PMB (*Print Measurement Bureau* – printemps 2013). Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, compte à lui seul 712 000 lecteurs par semaine.
- TVA Publications détient 49 % des parts de marché des unités vendues des magazines francophones au Québec (source : *Alliance for Audited Media* au 31 décembre 2012).

Charges d'exploitation de 13 798 000 \$, soit une baisse de 812 000 \$ (-5,6 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 14,8 % des charges d'imprimerie et de pelliculage;
- la baisse de 10,7 % des frais liés à la rédaction des magazines;
- la baisse de 30,6 % des frais d'administration; et
- la baisse de 15,3 % des frais de promotion notamment au niveau des nouveaux produits numériques;

compensées en partie par :

- une variation défavorable de la charge relative à la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération et de valorisation des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec (« EEQ ») alors qu'au second trimestre de 2012, une réévaluation à la baisse du passif comptabilisé au premier trimestre de 2012 avait été enregistrée relativement à cette charge.

Ces baisses importantes des charges d'exploitation sont attribuables en partie au plan de rationalisation des charges d'exploitation de l'ordre de 4 millions de dollars mis en place au cours du second trimestre de 2013.

Bénéfice d'exploitation de 2 008 000 \$, soit une baisse de 595 000 \$ (-22,9 %), expliquée principalement par :

- la variation défavorable de la charge d'EEQ expliquée ci-dessus.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur de l'édition (exprimés en pourcentage des revenus) de 87,3 % au second trimestre de 2013 contre 84,9 % pour la même période de 2012. En excluant les variations attribuables à la charge d'EEQ, le pourcentage pour le second trimestre de 2013 aurait été de 86,6 % comparativement à 87,8% pour le second trimestre de 2012, soit des ratios relativement comparables.

Comparaison des six premiers mois de 2013 et 2012

Produits d'exploitation de 30 775 000 \$, soit une baisse de 2 344 000 \$ (-7,1 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 12,0 % des revenus en kiosque, répartie sur l'ensemble des titres;
- la baisse de 8,7 % des revenus publicitaires majoritairement dans les catégories « Décoration » et « Féminin ».

partiellement compensées par :

- la hausse de 6,8 % des revenus de la division TVA Studio, essentiellement au niveau de la production commerciale;
- la hausse de 3,7 % des revenus de subventions provenant du nouveau programme de Patrimoine Canada.

Fonds du Canada pour les Périodiques (« FCP »)

Depuis le 1^{er} avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les Périodiques (« FCP ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide relié à ce programme est entièrement enregistré à titre de produits d'exploitation et représente 9,5 % des produits d'exploitation du secteur pour la période de six mois se terminant le 30 juin 2013 (8,5 % pour la période correspondante de 2012).

Charges d'exploitation de 28 535 000 \$, soit une baisse de 4 028 000 \$ (-12,4 %), principalement attribuable à :

- une variation favorable de 2 663 000 \$ relativement à la charge EEQ puisqu'au premier semestre de 2012, les charges d'exploitation comprenaient la rétroactivité des années 2010 et 2011;
- la baisse moyenne de 4,6 % de l'ensemble des autres charges d'exploitation combinant des économies de coûts reliées au volume et des réductions de dépenses reliées au plan de rationalisation mis en place au second trimestre de 2013.

Bénéfice d'exploitation de 2 240 000 \$, soit une variation favorable de 1 684 000 \$, expliquée principalement par :

- l'impact de la comptabilisation au premier semestre 2012 de la charge résultant de l'adoption des nouveaux tarifs relatifs à EEQ, compensé en partie par la baisse des produits d'exploitation.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur de l'édition (exprimés en pourcentage des revenus) de 92,7 % pour les six premiers mois de 2013 contre 98,3 % pour la même période de 2012. En excluant les variations attribuables à la charge EEQ, le pourcentage pour les six premiers mois de 2013 aurait été de 91,7 % comparativement à 89,4 % pour la période correspondante de 2012. Cette augmentation s'explique essentiellement par le fait que les charges d'exploitation ne peuvent être ajustées au même rythme que la baisse des revenus en kiosque à court terme.

Acquisition de Les Publications Charron & Cie inc. (« Publications Charron »)

Le 18 juillet 2013, la Société a fait l'acquisition de Publications Charron, éditeur de magazines, notamment du magazine hebdomadaire *La Semaine* qui affiche des ventes moyennes hebdomadaires variant entre 36 300 et 42 700 copies. Les revenus provenant de ces activités seront intégrés au secteur de l'édition dès le troisième trimestre de 2013. L'ajout de ces activités aux ventes en kiosque des magazines existants du secteur de l'édition devrait générer une croissance de l'ordre de 25 % des ventes en kiosque annuelles en plus d'accroître le potentiel des revenus publicitaires du secteur.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement de la Société sont résumés dans le tableau 5 suivant :

Tableau 5
Résumé des flux de trésorerie de la Société
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2013	2012 (redressés)	2013	2012 (redressés)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	10 730	\$ 1 956	\$ 8 187	\$ 4 251
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(4 574)	(7 565)	(10 470)	(13 405)
Variation nette des placements	(1 470)	20 963	(671)	20 963
Participation ne donnant pas le contrôle	–	1 764	–	3 528
Autres	(50)	(537)	(101)	(638)
Remboursement (augmentation) de la dette nette	4 636	\$ 16 581	\$ (3 055)	\$ 14 699
	30 juin 2013		31 décembre 2012	
Situation à la fin :				
Dette à long terme		74 539	\$	74 438
Moins : espèces		(7 665)		(10 619)
Dette nette		66 874	\$	63 819

Activités d'exploitation

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 10 730 000 \$ au second trimestre 2013 comparativement à des flux de trésorerie générés par l'exploitation de 1 956 000 \$ au cours du trimestre correspondant en 2012, soit une hausse de 8 774 000 \$. Cette hausse est principalement attribuable à l'écart favorable de la variation nette des éléments hors liquidités, dont la variation favorable au niveau des débiteurs et des émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks, compensé en partie par l'écart défavorable au niveau des droits à payer.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 8 187 000 \$ pour les six premiers mois de 2013 comparativement à des flux de trésorerie générés de 4 251 000 \$ au cours de la période correspondante en 2012, soit une hausse de 3 936 000 \$. Cette hausse est principalement attribuable à l'écart favorable au niveau du bénéfice d'exploitations compensé en partie par l'écart défavorable au niveau de la variation nette des éléments hors liquidités essentiellement au niveau des créiteurs et charges à payer.

Fonds de roulement de Groupe TVA de 85 116 000 \$ au 30 juin 2013 comparativement à 85 829 000 \$ au 31 décembre 2012. Cette baisse de 713 000 \$ est principalement attribuable à la baisse des débiteurs et des émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks, compensée en partie par la diminution des créiteurs et charges à payer.

Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 4 574 000 \$ pour le second trimestre de 2013, comparativement à 7 565 000 \$ à la même période de 2012, soit une baisse de 2 991 000 \$ (-39,5 %). Cette baisse est principalement attribuable aux investissements requis en 2012 pour la poursuite du programme de conversion des équipements de production à la haute définition de la Société, notamment pour la division TVA Nouvelles ainsi que pour la chaîne « LCN », en plus d'investir dans ses infrastructures immobilières incluant la relocalisation des bureaux de TVA Publications.

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 10 470 000 \$ pour les six premiers mois de 2013, comparativement à 13 405 000 \$ à la même période de 2012, soit une baisse de 2 935 000 \$ (-21,9 %). Cette baisse s'explique essentiellement par les mêmes éléments que ceux mentionnés précédemment.

Variation nette des placements de 1 470 000 \$ pour le deuxième trimestre 2013, comparativement à 20 963 000 \$ pour le second trimestre de 2012. Au cours du deuxième trimestre 2013, la Société a effectué une mise de fonds de 1 470 000 \$ dans SUN News alors qu'au cours du deuxième trimestre 2012, la Société avait encaissé le produit de disposition de 20 963 000 \$ lié à la vente des participations de 51 % dans le service « The Cave » et de 50 % dans le service « Mystery TV » à Shaw Media Global Inc.

Variation nette des placements de 671 000 \$ pour les six premiers mois de 2013, comparativement à 20 963 000 \$ pour les six premiers mois de 2012. En plus des éléments mentionnés précédemment, la Société avait encaissé un montant de 799 000 \$ lié à un placement de portefeuille au cours du premier trimestre 2013.

Activités de financement

Dettes à long terme (excluant les frais de financement reportés) stable à 75 000 000 \$ au 30 juin 2013 comparativement au 31 décembre 2012.

Situation financière au 30 juin 2013

Liquidités disponibles nettes de 107 240 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé de 99 575 000 \$ et des espèces de 7 665 000 \$.

Au 30 juin 2013, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochaines périodes de douze mois se chiffrait comme suit :

Tableau 6
Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Groupe TVA
Périodes de 12 mois terminées les 30 juin
(en milliers de dollars)

2014	–	\$
2015	75 000	
2016	–	
2017	–	
2018 et ultérieurement	–	
Total	75 000	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était d'environ 1,4 année au 30 juin 2013 (1,9 année au 31 décembre 2012). La dette était constituée en totalité de dette à taux fixe au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour combler ses engagements en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, et de paiement de dividendes (ou de distribution de capital) dans le futur.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 30 juin 2013, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Analyse du bilan consolidé au 30 juin 2013

Tableau 7

Bilans consolidés de Groupe TVA

Analyse des principales variations entre les 30 juin 2013 et 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

	30 juin 2013		31 décembre 2012		Écart		Principales sources d'explication de l'écart
<u>Actif</u>							
Débiteurs	107 857	\$	115 925	\$	(8 068)	\$	Impact de la variation courante et saisonnière des activités.
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	61 416	\$	67 579	\$	(6 163)	\$	Impact de la variation courante et saisonnière des activités et dépréciation des stocks de la division TVA Boutiques.
Droits de diffusion et de distribution	37 253	\$	33 563	\$	3 690	\$	Hausse de l'achat de droits de diffusion de films et de séries.
<u>Passif</u>							
Créditeurs et charges à payer	77 097	\$	89 092	\$	(11 995)	\$	Impact de la variation courante et saisonnière des activités.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2013, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette à long terme, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de distribution, ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 8.

Tableau 8

Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 30 juin 2013

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	–	\$ 75 000	\$ –	\$ –	\$ 75 000
Paiement d'intérêts ¹	4 505	3 040	–	–	7 545
Droits de diffusion et de distribution	62 648	34 152	9 683	–	106 483
Autres engagements	11 379	10 174	4 854	3 188	29 595
Total	78 532	\$ 122 366	\$ 14 537	\$ 3 188	\$ 218 623

¹ L'estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme est basée sur les taux d'intérêt en vigueur au 30 juin 2013. Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 30 juin 2013 et incluent les frais de disponibilité sur l'emprunt à terme rotatif.

Opérations conclues entre sociétés apparentées

La Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été conclues selon des modalités équivalentes à celles qui existent dans le cas d'opérations soumises à des conditions de concurrence normale et ont été comptabilisées selon la contrepartie convenue entre les parties.

Au cours du second trimestre 2013, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 18 132 000 \$ (19 408 000 \$ au second trimestre 2012).

Pour le deuxième trimestre de 2013, la Société a constaté une charge de droits de diffusion, des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 8 015 000 \$ (9 776 000 \$ pour le second trimestre 2012).

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 1 080 000 \$ pour le second trimestre de 2013 (1 080 000 \$ pour le second trimestre 2012).

Au cours des six premiers mois de 2013, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 37 157 000 \$ (39 063 000 \$ pour les six premiers mois de 2012).

Pour les six premiers mois de 2013, la Société a constaté une charge de droits de diffusion, des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 19 533 000 \$ (19 671 000 \$ pour les six premiers mois de 2012).

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 2 160 000 \$ pour les six premiers mois de 2013 (2 160 000 \$ pour les six premiers mois de 2012).

SUN News

Le 30 juin 2012, la Société a vendu une participation de 2 % dans SUN News à Corporation Sun Media pour un montant de 765 000 \$. Depuis cette date, la Société détient une participation de 49 % dans SUN News alors que Corporation Sun Media détient 51 %. Suite à la perte du contrôle dans cette société, le placement dans SUN News est dorénavant comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et les résultats de cette société ne sont plus consolidés depuis le 1^{er} juillet 2012.

Au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2013, une mise de fonds de 3 000 000 \$ (3 600 000 \$ et 7 200 000 \$ respectivement pour les périodes comparatives de 2012) a été effectuée par les sociétaires dans SUN News, dont 1 470 000 \$ par la Société (1 836 000 \$ et 3 672 000 \$ respectivement pour les périodes comparatives de 2012) et 1 530 000 \$ par Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun (1 764 000 \$ et 3 528 000 \$ respectivement pour les périodes comparatives de 2012).

Dépréciation de l'écart d'acquisition

Au cours du premier trimestre 2012, à la suite de l'adoption de nouveaux tarifs sur la contribution des entreprises au partage des coûts qui découleraient des services de récupération et de valorisation des matières résiduelles fournies par les municipalités au Québec, la Société a dû revoir son plan d'affaires pour ses activités et effectuer un test de dépréciation sur l'unité génératrice de trésorerie («UGT») de l'édition. La Société a alors conclu que la valeur recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT de l'édition était inférieure à sa valeur comptable et une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ a été comptabilisée.

Gain sur disposition de placements

Le 31 mai 2012, suite à l'approbation du CRTC, la Société a conclu la vente de sa participation de 51 % dans « The Cave » ainsi que de sa participation de 50 % dans « Mystery TV » à l'autre sociétaire de ces coentreprises, Shaw Media Global Inc., pour une contrepartie totale en espèces de 20 963 000 \$. Un gain sur disposition de placements de 12 881 000 \$, avant impôts, a été comptabilisé. Cette transaction n'a entraîné aucune charge d'impôts puisque la Société a utilisé des pertes en capital non enregistrées aux livres pour éliminer l'imposition du gain en capital sur disposition de placements.

Capital-actions

Le tableau 9 présente les données du capital-actions de la Société au 31 juillet 2013. De plus, 691 076 options d'achat d'actions classe B et 124 407 options d'achat d'actions de QMI étaient en circulation au 31 juillet 2013.

Tableau 9

Nombre d'actions en circulation au 31 juillet 2013

(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	19 450 906	5,07 \$

Modification aux conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté rétrospectivement les normes suivantes. À moins d'avis contraire, l'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu un impact significatif sur les chiffres correspondants pour les périodes comparatives.

- L'IFRS 10 *États financiers consolidés* a remplacé le SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* et une partie de l'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme fournit des directives supplémentaires sur le concept de contrôle en tant que facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés de la société mère.
- L'IFRS 11 *Partenariats* a remplacé l'IAS 31 *Participations dans des coentreprises*. Cette norme fournit des directives qui mettent l'accent sur les droits et obligations du contrat, et non sur sa forme juridique. Elle supprime également le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations de l'entité dans des coentreprises. La nouvelle norme exige que ces participations soient comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'adoption de cette norme a eu les impacts suivants sur les chiffres correspondants des périodes comparatives:

États consolidés des résultats et du résultat global

Augmentation (diminution)	Période de trois mois terminée le 30 juin 2012	Période de six mois terminée le 30 juin 2012
Revenus	(1 870) \$	(4 219) \$
Achat de biens et services	(1 073)	(2 512)
Charges financières	3	7
Perte avant dépense d'impôts et part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises	800	1 714
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises	(800)	(1 714)
Résultat net et résultat global	– \$	– \$

- L'IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* est une nouvelle norme intégrée relatives aux informations à fournir pour toutes les formes de participations dans des entités, y compris les entités découlant d'accords conjoints, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan.
- L'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* est une nouvelle norme intégrée qui établit un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et qui stipule les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur.
- L'IAS 1 *Présentation des états financiers* a été modifiée et le principal changement résultant des modifications apportées à cette norme est l'exigence de présenter distinctement les autres éléments du résultat global pouvant être reclassés aux résultats et les autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés aux résultats.
- L'IAS 19 *Avantages du personnel (modifiée)* implique, entre autres, la comptabilisation immédiate de la composante de réévaluation dans les autres éléments du résultat global, ce qui élimine l'option précédemment disponible dans l'IAS 19 de comptabiliser ou de reporter les variations de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur de l'actif des régimes directement dans l'état consolidé des résultats. L'IAS 19 présente également l'approche de coût des intérêts nets qui remplace le rendement attendu sur les actifs du régime et les frais d'intérêts liés à l'obligation au titre des prestations définies par une composante unique de coût des intérêts nets calculé en multipliant l'actif ou le passif net constaté au

titre des prestations définies par le taux d'actualisation ayant été utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. De plus, tous les coûts au titre des services passés doivent être reconnus à l'état des résultats dès que le régime est amendé et ne peuvent plus être répartis sur des périodes de service futures. L'IAS 19 permet aussi de choisir de comptabiliser immédiatement les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans les bénéfices non répartis ou dans une catégorie distincte dans les capitaux propres. La Société a choisi de comptabiliser les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans le cumul des autres éléments du résultat global.

L'adoption de cette norme modifiée a eu les impacts suivants sur les chiffres correspondants :

États consolidés des résultats et du résultat global

Augmentation (diminution)	Période de trois mois terminée le 30 juin 2012	Période de six mois terminée le 30 juin 2012
Coûts liés au personnel	342 \$	684 \$
Charges financières	462	925
Dépense d'impôts différés	(216)	(433)
Résultat net et résultat global	(588) \$	(1 176) \$

Bilans consolidés

Augmentation (diminution)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Autres éléments de passif	– \$	1 251 \$
Passif d'impôts différés	–	(336)
Bénéfices non répartis	20 620	17 408
Cumul des autres éléments du résultat global	(20 620)	(18 323)

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2013, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle, n'a été portée à l'attention de la direction.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse www.sedar.com.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents), le risque lié aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à www.sedar.com et <http://groupe TVA.ca>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2012 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 2 août 2013 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 2 août 2013

Groupe TVA inc.**Sélection de données financières trimestrielles**

(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2013		2012	
	30 juin	31 mars	31 déc. (redressés)	30 sept. (redressés)
Exploitation				
Produits d'exploitation	111 507 \$	111 070 \$	127 004 \$	97 171 \$
Bénéfice d'exploitation	20 940 \$	895 \$	20 625 \$	10 341 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	6 981 \$	(5 888) \$	8 838 \$	1 539 \$
Données par action de base				
Résultat par action de base	0,29 \$	(0,25) \$	0,37 \$	0,06 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771
Données par action diluées				
Résultat par action dilué	0,29 \$	(0,25) \$	0,37 \$	0,06 \$
Nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771

	2012		2011	
	30 juin (redressés)	31 mars (redressés)	31 déc. (redressés)	30 sept. (redressés)
Exploitation				
Produits d'exploitation	113 509 \$	115 463 \$	129 037 \$	87 003 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation	18 522 \$	(7 006) \$	19 675 \$	2 186 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	23 088 \$	(39 929) \$	11 052 \$	(408) \$
Données par action de base				
Résultat par action de base	0,97 \$	(1,68) \$	0,46 \$	(0,02) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771
Données par action diluées				
Résultat par action dilué	0,97 \$	(1,68) \$	0,46 \$	(0,02) \$
Nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771

- La majeure partie des produits d'exploitation de la Société est constituée de revenus publicitaires et de services liés à la publicité. Ces revenus suivent habituellement des cycles saisonniers qui sont en relation avec la nature cyclique et économique de l'industrie et des marchés dans lesquels les annonceurs font affaires. Les deuxième et quatrième trimestres de la Société sont les trimestres les plus favorables à ces revenus publicitaires, principalement en télévision. De plus, la Société investit dans le lancement de nouveaux canaux spécialisés dans le secteur télévision. Les revenus d'abonnement associés aux périodes suivant le lancement d'un nouveau service spécialisé sont toujours plus modestes alors que les frais d'opération initiaux peuvent s'avérer plus substantiels.

- Dans le secteur de la télévision, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation, alors que dans le secteur de l'édition, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque.